

Sous le Haut Patronage de
Monsieur François HOLLANDE
Président de la République

ENSEMBLE DÉFENDONS LA MÉDITERRANÉE ET NOTRE CLIMAT



AGENDA POSITIF
MÉDITERRANÉEN
SOLUTIONS
4-5 JUIN 2015
À LA VILLA
MÉDITERRANÉE
MARSEILLE

Région



#medcop21



Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Méditerranée est un espace multiculturel d'interactions et d'interconnexions, de savoir-faire et de savoir-être.

Sans attendre les décisions internationales, les collectivités, les associations, les entreprises de la Méditerranée s'engagent concrètement pour adapter les pratiques ou innover pour atténuer les impacts déjà ressentis... Des solutions existent, qui préservent le climat de la Terre et sont des leviers d'activité économique inscrits dans le développement soutenable.

Sont présentées ici, d'une part les premières solutions annoncées lors de la MEDCOP21 que certaines structures se proposent d'engager ou de poursuivre dès la fin de la rencontre (Partie 1), et d'autre part les « projets inspirants » qu'il s'agit de diffuser largement (Partie 2).

Ces premières actions pourraient être le début de la constitution d'un agenda positif d'actions opérationnelles de plus en plus conséquent pour faire face au changement climatique.

Premières solutions à engager au lendemain de la MEDCOP 21

ENJEU N°1

FAIRE COMPRENDRE L'INTERET ET LA JUSTESSE D' ACTIONS MEDITERRANEENNES

1. LA TENUE ANNUELLE D'UNE MEDCOP

Pilotes pour 2016 : la Région PACA et la région d'accueil de la MEDCOP22

Contacts :

L'organisation de la MEDCOP21 en 2015 à Marseille permet de mobiliser et de donner à voir l'engagement de la société civile méditerranéenne pour la lutte contre le changement climatique. Si cette conférence internationale est renouvelée en 2016, elle permettra d'installer dans le paysage international une voix de la Méditerranée.

Ses objectifs seront opérationnels, favorisant l'échange, la discussion et la diffusion des initiatives locales et régionales : cette manifestation doit illustrer par-delà les contraintes les opportunités qu'offre la lutte contre le changement climatique et doit contribuer, par des propositions concrètes et partagées, à une Méditerranée de projets.

D'autre part, elle doit permettre de consolider les efforts engagés au niveau mondial pour lutter contre le changement climatique.

D'ici la MEDCOP22, une dynamique de mise en partage des expériences sera développée.

2. LA CREATION D'UN GROUPE D'EXPERTS SUR LES CHANGEMENTS GLOBAUX EN MEDITERRANEE (MEDECC - MEDITERRANEAN EXPERTS ON CLIMATE CHANGE)

Pilote : le Plan Bleu

Contacts : Julien Le Tellier jletellier@planbleu.org, Antoine Lafitte alafitte@planbleu.org, Joel Guiot joel.guiot@cerege.fr; Benoit Martimort-Asso benoit.martimort-asso@ird.fr

Il nous faut construire la vision d'un futur commun pour mettre en synergie les cadres stratégiques existants et éclairer la décision par un processus collaboratif et participatif. Cela se concrétisera, dans une première étape, par la publication d'un rapport de prospective régionale (MED2050) dans le prolongement de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (2005-2015), en cours de révision pour la période 2016-2025, et du Programme-cadre régional d'adaptation au changement climatique du Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE/PAM).

Il est nécessaire de mettre en synergie les échelles d'analyse, de décision et d'action (gouvernance multi-scalaire) de manière à ce que soient facilitées la compréhension et la prise en considération des enjeux climatiques à toutes les échelles, du global au local. Cela ne peut être possible que par la mise en place d'un Groupe d'Experts sur les Changements Globaux en Méditerranée. Différents groupes d'experts fonctionnent déjà autour du bassin méditerranéen, (par exemple : Groupe d'experts Climat de l'Union pour la Méditerranée, MED-ADAPT, programme MISTRALS), ce qui implique de les recenser et d'unir les forces pour mettre en place ce « GIEC de la Méditerranée ».

Ce Groupe devrait être un instrument permettant de fournir les bases scientifiques d'une analyse des changements globaux et des enjeux environnementaux : changement climatique, biodiversité marine et côtière, ressources naturelles, services écosystémiques, etc. Il aurait pour missions :

- de produire un rapport régulier résumant l'état actuel des connaissances scientifiques sur le changement climatique dans la région,
- de faciliter l'accès, la vérification et le partage des données sur le climat lors des manifestations déjà existantes telles que le forum de prévisions saisonnières pour l'Afrique du Nord (PRESANORD) et les forums régionaux sur les projections climatiques, ainsi que la plateforme MedICIP pour le partage d'informations géographiques relatives au climat. Cette plateforme vise à rendre accessible, pour les décideurs et les utilisateurs de données, des informations pertinentes (données spatialisées, rapports d'études, mise en réseau des experts nationaux travaillant sur le changement climatique),

- d'orienter les efforts de recherche et de fournir une assistance aux scientifiques des pays du Sud et de l'Est de la région, en publiant leurs résultats et en leur donnant ainsi davantage de visibilité internationale.

Le Groupe fournira des informations pertinentes aux décideurs comme aux citoyens, ce qui permettra de convaincre l'ensemble des acteurs de s'engager vers des actions concrètes de lutte contre le changement climatique. Il doit être le correspondant méditerranéen du GIEC, ainsi que de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) et des exercices globaux similaires.

D'ici la MEDCOP22, une dynamique d'identification et de rapprochement des groupements d'experts existants sera impulsée.

3. UN RESEAU DES UNIVERSITES VERTES POUR UNE INTEGRATION DES PROBLEMATIQUES DEVELOPPEMENT DURABLE (OU RSE) DANS LES UNIVERSITES DU POURTOUR MEDITERRANEEN

Pilote : AMU (Aix Marseille Université)

Contact : Mariane Domeizel mariane.domeizel@univ-amu.fr

Certaines universités font évoluer leur fonctionnement vers des pratiques climato-compatibles. La mise en place d'un réseau d'universités qui ont mis en œuvre une politique « Développement Durable » pour leurs activités doit permettre de favoriser la diffusion de ces modes de fonctionnement.

D'ici la MEDCOP22, l'AMU souhaite recenser et promouvoir ce qui existe sur le pourtour méditerranéen en matière de politique universitaire qui intègre les problématiques climatiques dans leur enseignement, leur recherche et leur fonctionnement (« campus vert »).

ENJEU N°2

RENFORCER LES SOLIDARITES FINANCIERES

4. LA PREFIGURATION D'UNE PLATEFORME D'ECHANGES

Pilote : Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI)

Contact : Giulia Marchesini Info@cmimarseille.org

Les financements climat sont de plus en plus nombreux mais aussi de plus en plus complexes à mobiliser pour des porteurs de projets (identification du fonds, validation des bénéficiaires climat, accès aux données scientifiques, volume minimum, ...). Afin d'attirer ces financements sur la région Méditerranée, une étude de faisabilité est en cours pour la préfiguration d'une plateforme d'accompagnement des porteurs de projets et de mise en contact entre les porteurs de projets et les bailleurs.

Une véritable capacité d'ingénierie financière doit être diffusée pour rendre les projets plus bancables. Cela passe par la mise en place d'activités telles que le renforcement des compétences, l'appui à la présentation des projets en bénéficiant des expériences/meilleures pratiques et l'amélioration du cadre institutionnel et législatif ou réglementaire.

Une telle plateforme pourrait être territoriale (à l'image des services d'accès aux financements européens dans les régions européennes) et être localisée dans un pays du Sud.

L'expérience permettrait de limiter les coûts de transaction et de définir des dispositifs plus simples que ceux existants.

5. LE DEVELOPPEMENT D'UNE PLATEFORME MEDITERRANEENNE DE COMPENSATION CARBONE VOLONTAIRE ET ETHIQUE

Pilote : Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)

Contact : contact@geres.eu

La compensation carbone est peu développée à ce jour et reste souvent détournée vers des projets contestables sur le plan de l'impact humain ou de l'impact réel en matière de lutte contre le changement climatique. Certaines pratiques citoyennes ont toutefois démontré leur pertinence et leur efficacité.

Dans ce cadre, une initiative structurée, basée sur une méthodologie rigoureuse de calcul de la compensation et de suivi de projets retenus pourrait avoir un certain intérêt :

- en renforçant la rigueur sur le pilotage de la compensation,

- en développant l'accompagnement technique de porteurs de projets sur le volet « énergie » de leur projet,
- en rapprochant les acteurs (ceux souhaitant compenser et les porteurs de projet) au niveau méditerranéen, renforçant la conscience régionale.

Dans un premier temps, il est prévu de réaliser un tour de table des structures intéressées pour définir le cadre technique d'une telle initiative.

ENJEU N°3

ADOPTER LES COMPORTEMENTS ADAPTES A LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

6. LA GENERALISATION DE JOURNEES SANS VOITURE ET / OU JOURNEES « RUES APAISEES »

Pilote : Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains (CODATU)

Contact : ltomasoni@codatu.org - jallaire@codatu.org

De nombreuses villes dans le monde ont institué pendant le jour de repos hebdomadaire une fermeture de quelques avenues à la circulation. L'espace public destiné pendant la semaine au trafic automobile devient alors un lieu de promenade à pieds, à vélo ou avec d'autres moyens de locomotion non motorisés et un lieu de convivialité où l'on peut se divertir, faire du sport, etc.

Les villes d'Amérique latine ont mis en place ces journées depuis de nombreuses années. En Inde, le phénomène du *Raahgiriday* se développe rapidement dans de nombreuses villes offrant ainsi quelques portions de route à la détente. Au-delà de l'apaisement des quartiers générés pendant ces journées, ces événements permettent également de sensibiliser le grand public et les autorités aux enjeux du partage de la rue et à la prise en considération des modes les plus vulnérables dans les politiques publiques.

Il existe également annuellement, le 22 septembre, une journée mondiale sans voiture qui, dans de nombreux pays européens, intégrée sur la semaine européenne de la mobilité. Il est proposé de diffuser ce concept largement dans les pays du pourtour méditerranéen et de commencer le dimanche 27 septembre 2015. L'objectif est de réussir à mobiliser plusieurs dizaines de villes de la Méditerranée dès la première année.

ENJEU N°4

ACCROITRE LES COMPETENCES TECHNIQUES POUR LA PRISE EN COMPTE SYSTEMATIQUE DES PROBLEMATIQUES CLIMAT

7. DIFFUSION DE MODULES DE FORMATION SUR LES METIERS LIES A L'ADAPTATION POUR LES MASTERS "CLIMADAPT" - 52 UNIVERSITES DU BASSIN MEDITERRANEEN

Pilote : Institut Méditerranéen en Science du Risque (IEMSR)

Contact: [Catherine Vesperini cvesperini@iemsr.net](mailto:Catherine.Vesperini@cvesperini@iemsr.net)

Climadapt réunit 6 universités du Maghreb (2 au Maroc, 2 en Algérie, 2 en Tunisie) et 3 universités européennes (Venise en Italie, Alicante en Espagne et IEMSR en France).

L'objectif est de créer dans les universités du Maghreb un programme de formation des cadres aux métiers de l'adaptation au changement climatique. L'originalité du projet réside dans le fait que ces 6 masters ont au moins 6 modules communs et permettent une mobilité Sud-Sud des professeurs et étudiants.

Ce projet doit être étendu à partir de la rentrée 2015 dans les universités du réseau IEMSR (52 universités du Maghreb et du Machrek). Les programmes seront bâtis en 2015/2016 pour une homologation en relation avec les calendriers dépendant des administrations nationales.

8. CATALOGUE DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES MEDITERRANEENNES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR UNE MEILLEURE MOBILITE DES ETUDIANTS

Pilote : AMU (Aix Marseille Université) et Réseau des universités Thetys

Contact: Sylvie Daviet sylvie.daviet@univ-amu.fr, Michel Autric Michel.autric@univ-amu.fr

Dans l'espace méditerranéen, berceau de très anciennes civilisations, ayant accumulé un savoir inestimable, il convient à la fois de sauvegarder cette expertise patrimoniale et d'améliorer la transmission des connaissances qui sont mises à la disposition des politiques internationales ou régionales, comme la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable ou la Déclaration d'Aichi-Nagoya sur l'éducation au développement durable.

Une des clés de cette ambition réside, d'une part, dans la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs au sein de réseaux liés à l'enseignement supérieur (écoles doctorales, réseaux de masters, ingénieurs, IUT) et, d'autre part, dans le développement de coopérations internationales entre établissements promouvant les sciences de l'environnement et du climat sur le pourtour méditerranéen, par tous les outils possibles : stages, écoles d'été, séjours à l'étranger, mise en ligne de cours, scénarisations pédagogiques, collaborations, co-diplômations, masters internationaux, science participative, didactiques des éducations aux territoires, aux patrimoines...

C'est une approche indéniablement interdisciplinaire qu'il faut privilégier, comprenant la physique du climat, les impacts sur les écosystèmes et les cycles biogéochimiques, les ressources et les usages, avec une contribution notable des sciences humaines et sociales.

Concrètement, il s'agit de construire un catalogue des formations sur le changement climatique et le développement durable, de les mettre en réseau et ainsi de faciliter la mobilité des étudiants au sein de ce réseau.

9. UNE PLATEFORME DE FORMATION EN LIGNE DANS LE DOMAINE DE L'ECOCONSTRUCTION POUR LES REGIONS MEDITERRANEENNES

Pilote : Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) et Association des Chambres de Commerce et d'Industrie méditerranéennes (ASCAME)

Contact : Cristina Casian cristina.casian@ccimp.com

Il existe dans le secteur de l'écoconstruction un important déficit de compétences. Il est nécessaire de proposer un référentiel « métiers » méditerranéen intégrant les savoir-faire techniques innovants développés dans certains pays. Puis dans un second temps, il s'agira de proposer une offre de formations de tous niveaux aboutissant à des diplômes ou certificats officiels pour tous les types de personnels de TPE/PME.

Devant les besoins très importants et l'étendue du territoire à toucher, il est proposé que ces formations soient disponibles 24h/24h et ouvertes à tout public sans aucune limite géographique. Pour cela, il faut envisager la création d'une plateforme d'enseignement à distance avec des MOOC - cours en ligne ouverts et massifs – et autres outils web.

Les écoles et centres de formation des Chambres de Commerce et d'Industrie de Méditerranée peuvent s'impliquer pour atteindre cet objectif en partenariat avec d'autres acteurs concernés (universités...).

D'ici la MEDCOP22, il est envisagé de produire un référentiel « métier » dans une filière prioritaire (exemple : énergie solaire).

10. LA CITE DES SOLUTIONS : UN CENTRE DE RESSOURCES SOLUTIONS VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

Pilote : AViTeM, Territoires Solidaires (à confirmer), Institut de Recherche pour le Développement (IRD) (à confirmer), Centre pour l'intégration en Méditerranée (CMI) (à confirmer)

Contact : Vincent Wallaert v.wallaert@avitem.org

L'objectif est de créer un outil commun aux acteurs internationaux, nationaux, territoriaux, publics et privés de la coopération territoriale méditerranéenne permettant de mutualiser et de mettre en visibilité les « solutions » en matière de développement urbain et territorial susceptibles de favoriser une transition écologique.

Cet outil permettra de rassembler et de mobiliser des informations de diverses natures :

- Rapports, documents sur l'avancement des programmes, études, diagnostics, fiches pays, fiches expérience (par thème), dossiers thématiques, articles...
- Cartes, vidéos, enregistrements sonores ;
- Coordonnées des différents partenaires, collaborateurs ou personnes ressources devront également y être répertoriées.

D'ici la MEDCOP22, un cahier des charges sera rédigé incluant les principales fonctionnalités.

ENJEU N°5

RENFORCER LA SOLIDARITE POUR DES VILLES ET TERRITOIRES DURABLES

11. LA CREATION D'UN RESEAU MEDITERRANEEN DES PARTENARIATS LOCAUX ET SOLIDAIRES ENTRE PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS

Pilote : URGENCI

Contact : Morgane Iserte morgane.iserte@urgenci.net

Un partenariat local et solidaire (PLS) entre producteurs et consom'acteurs est un contrat qui lie un agriculteur et les personnes qu'il nourrit. Il n'existe pas de recette unique pour mettre en place un tel partenariat, c'est avant tout un cadre libre pour donner envie à des consom'acteurs de s'associer à des producteurs locaux pour partager les risques et les bienfaits d'une agriculture paysanne qui permet aux uns de vivre dignement et aux autres de manger des aliments dont ils savent qu'ils sont frais et de qualité. Ces initiatives s'inscrivent dans l'idée d'une Agriculture Soutenue par la Communauté, au sein d'Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP), c'est-à-dire d'un engagement de la part d'un groupe de citoyens pour soutenir l'activité agricole par une rémunération juste et payée à l'avance en échange d'une part de la récolte. Ces partenariats contribuent à maintenir et développer une agriculture paysanne et biologique, promouvoir une consommation responsable et construire localement la souveraineté alimentaire pour tous.

Le réseau URGENCI (www.urgenci.net) coordonne des actions au niveau international et facilite leur mise en cohérence aux différents niveaux local, régional, national et international pour mettre en valeur l'apport décisif de l'Agriculture Soutenue par la Communauté à la construction d'un monde durable et solidaire. Les réseaux d'AMAP et de GAS (Groupes d'Achats Solidaires) sont déjà très structurés en Espagne, France et Italie. Le réseau URGENCI a permis notamment le développement d'AMAP au Maroc qui commencent à essaimer en Tunisie et en Egypte. Nous souhaiterions saisir l'opportunité des MEDCOP pour renforcer nos partenariats avec les initiatives du pourtour de la Méditerranée et mettre en place un réseau méditerranéen des partenariats locaux et solidaires.

12. LA CONSTRUCTION D'UNE BASE DE CONNAISSANCES SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES TERRITORIALISES EN MEDITERRANEE

Pilotes : Association des Régions de France, RESOLIS (Recherche et Evaluation de Solutions Innovantes et Sociales), Chaire UNESCO en Alimentations du monde, Montpellier SupAgro

Contacts : Valérie Nicolas (ARF) vnicolas@arf-regions.org - Jean-Louis Rastoin - Professeur émérite à Montpellier SupAgro. Directeur de la Chaire UNESCO

« Un système alimentaire est la façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture » (Pr Louis Malassis, 1994). Cette définition englobe l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire (de la semence au consommateur).

Depuis quelques décennies, le système agroindustriel de production et de consommation de masse, spécialisé, concentré, globalisé et financiarisé, structuré par de très grandes firmes industrielles et commerciales devient hégémonique. Ce modèle, s'il a contribué efficacement à la réduction du coût des aliments – et donc à leur accessibilité –, ainsi qu'à l'amélioration de leur qualité hygiénique, génère des externalités négatives environnementales et sociales qui incitent à innover pour construire un nouveau type de système alimentaire plus « durable ». La communauté scientifique, les ONG et les organisations internationales ont ainsi fait émerger le concept de « système alimentaire territorialisé » (SAT) en croisant les concepts de territoire et de filière agroalimentaire. Un SAT peut ainsi être défini comme un « ensemble cohérent et coordonné de filières agroalimentaires localisées dans un espace géographique de dimension régionale ». Cette notion met l'accent sur une maximisation de l'intégration locale des filières (proximité et solidarité) par opposition aux filières longues de la mondialisation agroalimentaire.

Ce système s'accorde étroitement avec la « diète alimentaire méditerranéenne » - inscrite par l'UNESCO en 2011 au patrimoine immatériel de l'Humanité - qui s'appuie, entre autres, sur un régime alimentaire composé d'ingrédients locaux, sur une culture liée aux modes de production et de consommation des aliments et sur un lien très fort entre la Nature et les savoir-faire techniques (synergie homme/biosphère) dans la production alimentaire.

Partant du constat que dans le monde entier des initiatives pour une alimentation plus durable foisonnent, la proposition est, dans une première phase, de recenser et de caractériser des projets s'inscrivant dans une

dynamique de SAT en Méditerranée, que ce soient des initiatives publiques, professionnelles ou des propositions de la société civile. Ces expériences seront capitalisées et partagées au sein de la plateforme « alimentation responsable et durable » de Resolis créée en 2013.

D'ici la MEDCOP22 en 2016, un mémento analytique des SAT en Méditerranée pourra être produit et constituer un référentiel et un espace de mutualisation pour les acteurs concernés, la consolidation de leurs projets ou le lancement de nouveaux projets.

13.LA CREATION D'UN RESEAU MEDITERRANEEN SUR L'URBANISME ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pilote : Laboratoire Population Environnement Développement (LPED) de l'Université Aix Marseille (AMU) et de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Contact : Hubert Mazurek hubert.mazurek@ird.fr

Le projet MC3 *Mediterranean Cities and Climate Change* propose d'établir sur le pourtour méditerranéen un bilan des connaissances, des projets et des expériences ainsi que des dispositifs de mesure à l'interface entre changement climatique et urbanisme.

Ce projet s'appuie sur un réseau constitué d'institutions de recherches, d'observatoires urbains et d'organismes liés à la conception, la planification et la gestion urbaine qui travaillent sur deux bilans de connaissance : le premier concerne les dispositifs de mesure et les indicateurs utilisés et utilisables en matière de climatologie et micro climatologie urbaine. le second se base sur un recensement et une analyse des projets de ville, ainsi que d'expériences d'urbanisme incluant des préoccupations liées au changement climatique.

Le projet MC3 recensera dans une première phase les expériences de réalisation ou les projets d'architecture ou d'urbanisme en lien avec les problématiques du changement climatique et dont les bases sont définies par des politiques d'État, des initiatives privées ou des propositions de la société civile. Ces éléments pourront être analysés comme positifs ou négatifs ; dans tous les cas, ils contribueront à une connaissance de la manière dont cette problématique est traitée en Méditerranée.

Ce projet est financé par A*MIDEX, Investissements d'Avenir.

D'ici la MEDCOP22, un livre blanc de l'urbanisme en Méditerranée sera constitué. Des perspectives de recherche et une proposition de programme à l'échelle euro-méditerranéenne seront élaborées.

14. UN REFERENTIEL URBAIN MEDITERRANEEN (RUM)

Pilote : AVITEM, Etablissement Public Euroméditerranée, Pôle Bâtiments Durables Méditerranéens (Envirobot- BDM)

Contact : Vincent Wallaert v.wallaert@avitem.org; Franck Geilling Franck.geilling@euromediterranee.fr

L'objectif est d'initier un processus de reconnaissance au niveau international, européen et national des spécificités climatiques, économiques et sociales propres au tissu et au mode de vie urbains méditerranéens. C'est un fait reconnu, les enjeux de la « durabilité » ne sont pas les mêmes en Méditerranée et en Europe du Nord. L'enjeu est ainsi de favoriser l'émergence d'un Référentiel Urbain Méditerranéen (RUM).

Cette reconnaissance pourrait prendre différentes formes : réglementaire tout d'abord à travers la construction et l'adoption de standards et de réglementations techniques tenant compte des conditions spécifiques qui accompagnent les opérations urbaines (rénovations, villes nouvelles) menées en milieu méditerranéen. Par ailleurs, l'élaboration et l'adoption d'un tel référentiel par les bailleurs de fond et les grands opérateurs publics et privés pourraient favoriser un processus de labellisation des opérations urbaines s'inscrivant dans cette double perspective de prise en compte du défi du changement climatique et d'une adaptation aux spécificités des villes méditerranéennes.

D'ici la MEDCOP22, un comité de pilotage sera mis en place pour l'ensemble de la démarche. Une action pilote territorialisée sera lancée pour la diffusion du référentiel et son adaptation aux besoins spécifiques des territoires du Sud de la Méditerranée.

15. LE PROGRAMME « TRANSPORT URBAIN DURABLE »

Pilote : Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains (CODATU)

Contacts : ltomasoni@codatu.org - jallaire@codatu.org

Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) a engagé depuis cinq ans un important travail de renforcement des compétences des autorités nationales et locales sur le thème des transports urbains durables. Ce programme est piloté par l'Agence Française de Développement (AFD) en partenariat avec la Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transport Urbains et Périurbains (CODATU) et le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA).

Après la conférence inaugurale de Damas (2010), trois séminaires thématiques (Marseille 2010 et 2012 et Barcelone 2011) ont favorisé les échanges d'expériences entre les décideurs et techniciens de la mobilité urbaine des différents pays méditerranéens participants.

Dans un deuxième temps, des journées nationales ont été organisées afin d'être au plus près des préoccupations locales et nationales. Ces ateliers visent, au travers d'une approche largement participative favorisant le débat local, à aborder des problématiques d'actualité et à faire progresser les politiques publiques dans le pays d'accueil.

En Tunisie d'abord, du 11 au 13 décembre 2012, puis au Maroc, les 23 et 24 septembre 2013, les Journées nationales du transport urbain (JNTU) ont permis d'établir des feuilles de route pour les réformes à mettre en place afin d'améliorer les services de transport public urbain dans chaque pays.

Les résultats de ces séminaires et ateliers sont disponibles sur le site du CMI (www.cmimarseille.org) et sont récoltés dans un ouvrage intitulé « Transport urbain durable » publié en avril 2014 par CODATU.

D'ici la MEDCOP22, des nouvelles JNTU auront lieu en octobre 2015 à Amman pour établir un débat entre acteurs locaux et nationaux sur le transport urbain dans les villes jordaniennes. Il est envisagé d'organiser un deuxième cycle de JNTU au Maroc et en Tunisie pour débattre de la question de la planification des transports.

16. LE PROJET « MOBILITE URBAINE SOUTENABLE... QUEL EST VOTRE PLAN ? »

Pilote : Coopération pour le Développement et l'Amélioration des Transports Urbains et Périurbains (CODATU)

Contacts : ltomasoni@codatu.org - jallaire@codatu.org

Les transports urbains sont d'importants émetteurs de gaz à effet de serre (GES) dans les villes et une des premières sources de pollution de l'air. Ils représentent aussi un important vecteur de mitigation/atténuation. Leur potentiel de réduction est très élevé et fortement dépendant de la capacité des collectivités locales à mettre en place des stratégies de mobilité urbaine durable à court, moyen et long terme, notamment dans des contextes soumis à une croissance urbaine rapide.

A partir de ces constats, il s'agit de créer dans les pays en développement un contexte national et local favorable à l'élaboration et à la mise en place de SUMP (Sustainable Urban Mobility Plans), équivalents du Plan de Déplacement Urbain (PDU) en France, associés à une démarche NAMA (National Adapted Mitigation Action) pour quantifier l'impact sur les émissions de GES des politiques et mesures de mobilité urbaine soutenable. Les impacts environnementaux mais aussi sociaux et économiques du plan devront être mesurables, reportables et vérifiables selon la méthode MRV et un rapport régulier devra être réalisé.

CODATU avec ses partenaires, dont l'AFD et le CEREMA, souhaitent fédérer autour de cette initiative des collectivités locales de la région méditerranéenne et favoriser dans ce projet le développement de coopérations décentralisées Nord-Sud et Sud-Sud pour accompagner la croissance verte et la mise en place de projets transformationnels au niveau local.

D'ici la MEDCOP22, le projet sera lancé officiellement au Sommet Mondial Climat & Territoires de Lyon (1 et 2 Juillet 2015) et présenté comme initiative dans le cadre de l'agenda positif ministériel de la COP21.

17. L'EXTENSION DU RESEAU SOMED DES ACTEURS DU SOLAIRE

Pilote : Institut National de l'Énergie Solaire (INES)

Contact : Charline Dufournet charline.dufournet@ines-solaire.org

Le réseau SOMED des acteurs de l'énergie solaire en Méditerranée a été lancé en 2014 en France, Tunisie, Maroc et Algérie. Financé en partie par l'Agence nationale de recherche, il est accessible gratuitement sur internet. Il rassemble les agences nationales de l'énergie, des universités, des bureaux d'études et des industriels pour répertorier toutes les actions en matière de solaire en Méditerranée (une cartographie est en cours de développement) et les actualités dans ce domaine (thermique, photovoltaïque et efficacité énergétique) à toutes les échelles de la filière (recherche et développement, formation, réglementation, fiscalité, industrie). Chaque année, deux conférences sont organisées, une sur la thématique du photovoltaïque et l'autre sur le solaire thermique (chaud et froid solaires).

Le réseau compte intégrer à terme l'intégralité des pays méditerranéens avec pour objectif fin 2015 la Jordanie, le Liban, l'Égypte et la Turquie. Des versions en anglais et en arabe de la plateforme en ligne sont à l'étude.

18. RENFORCER LA COOPERATION EURO-MEDITERRANEENNE DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE : LE ROLE DE LA PLATEFORME EURO-MEDITERRANEENNE POUR L'EFFICACITE ENERGETIQUE (EE) ET LES ENERGIES RENOUVELABLES (ENR)

Pilote : Commission Européenne, Union pour la Méditerranée (UPM), Association méditerranéenne des agences nationales de maîtrise de l'énergie (MEDENER), Regional Center for Renewable Energy and Energy Efficiency (RCREEE), Renewable Energy Solutions for the Mediterranean (RES4MED)

Contact : coop-int@anme.nat.tn

Une coopération euro-méditerranéenne renforcée dans le secteur de l'énergie est prioritaire pour permettre une transition énergétique soutenable dans la région. Dans ce cadre, la plateforme euro-méditerranéenne pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, initiée par la Commission européenne dans le cadre de sa politique de coopération énergétique, offre une opportunité concrète pour promouvoir l'EE et les EnR en Méditerranée ainsi que des actions de coopération entre les deux rives.

Cette plateforme, placée dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), sera composée de deux groupes de travail : l'un sur l'efficacité énergétique animé par MEDENER et l'autre sur les énergies renouvelables animé par RECREEE et RES4MED. Elle sera un lieu important pour le dialogue, la coopération et les échanges opérationnels entre les pays du Sud et du Nord de la Méditerranée. Elle associera tous les acteurs parties-prenantes de la transition énergétique en Méditerranée (gouvernements, collectivités locales, acteurs industriels et financiers, agences locales et nationales, etc.) et mettra en œuvre une feuille de route partagée et des actions concrètes pour progresser dans la voie de la transition énergétique en région Méditerranéenne.

19. LA MODERNISATION DES HAMMAMS MAROCAINS

Pilote : Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)

Contacts : contact@geres.eu c.olime@geres.eu

Les hammams marocains sont des consommateurs importants de bois-énergie et d'eau. Le changement climatique entraînant la raréfaction de ces ressources et l'augmentation de leur prix, la modernisation énergétique des hammams est une nécessité à la fois environnementale et économique dont dépend leur pérennité. Compte tenu de l'importance du rôle social, religieux et sanitaire des hammams, présents dans tous les quartiers et villes marocaines, leur sauvegarde devient une préoccupation des pouvoirs publics.

Néanmoins, parce qu'il est peu professionnalisé et structuré, le secteur des hammams n'est pas en capacité d'évoluer rapidement vers l'utilisation de combustibles efficaces et de technologies performantes. Dans ce contexte, le GERES se propose avec ses partenaires locaux d'accompagner le secteur pour l'aider à se moderniser et répondre aux problématiques environnementales.

Par la rénovation, la diffusion d'information pour la réplique du projet, la mise en place d'un fonds de préfinancement des travaux de rénovation, la formation et sensibilisation des acteurs du secteur des

hammams (installateurs, fournisseurs, services publics, banques, associations, etc.) pour promouvoir les technologies vertes, 200 hammams marocains seront concernés d'ici 2018. Les résultats attendus concernent la préservation des ressources (12 750 tonnes de bois seront économisées chaque année (estimation) et la pollution de l'air (la diminution des fumées permettra d'éviter 16 400 tonnes de CO2).

20. LA FILIERE SOLAIRE THERMODYNAMIQUE A CONCENTRATION

Pilotes : Capenergies – Pôle de compétitivité et PRIDES et IMEDER

Contacts : Céline Auger celine.auger@capenergies.fr, Aurélie Bringer aurelie.bringer@capenergies.fr;

Imane Torralba imane.torralba@imeder.org

La filière solaire thermodynamique à concentration dont le berceau est français (centrale Thémis à Odeillo dans les Pyrénées Orientales), connaît une progression dynamique depuis quelques années en raison d'une baisse importante des prix de l'électricité produite. Le pourtour de la Méditerranée est doté de gisements très attractifs pour cette filière.

D'ici la MEDCOP22, Capenergies propose d'organiser un workshop sur la thématique « Solaire thermodynamique à concentration » en lien avec les plates-formes technologiques de la Cité des Energies du CEA et de Thémis Solaire Innovation/IMEDER qui traitera des potentialités de cette filière pour le pourtour méditerranéen en matière de production d'électricité et de froid, de stockage, de dessalement ...

ENJEU N°7

MOBILISER LES ENTREPRISES MEDITERRANEENNES DANS LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

21. L'OBSERVATOIRE DE LA COPRODUCTION EN MEDITERRANEE OU COMMENT FAVORISER LA COPRODUCTION DANS LE SECTEUR DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Pilote : Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED)

Contact : Thibault Fabre thibault.fabre@ipemed.coop, Kelly Robin kelly.robin@ipemed.coop

Piloté par l'IPEMED, l'Observatoire de la coproduction en Méditerranée vise à analyser qualitativement les stratégies des investisseurs méditerranéens, leur comportement, leurs attentes et les difficultés qu'ils rencontrent pour s'insérer dans le tissu local. La connaissance fine des stratégies industrielles et servicielles en Méditerranée doit permettre de lever les obstacles pour favoriser le développement de la coproduction et rendre plus tangible le bénéfice partagé de ce modèle dans la répartition des chaînes de valeur.

L'Observatoire de la coproduction en Méditerranée remplit donc une mission d'information et de sensibilisation auprès des pouvoirs publics et des entreprises du Nord et du Sud de la Méditerranée, notamment sur des filières d'avenir telle que la transition écologique qui donnera lieu à une publication particulière de l'Observatoire.

D'ici la MEDCOP22, l'Observatoire de la coproduction en Méditerranée aura recensé et analysé les différentes stratégies industrielles mises en œuvre au Nord et au Sud de la Méditerranée dans la filière de la transition écologique.

22. LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

Pilote : Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME)

Contact : Cristina Casian cristina.casian@ccimp.com

La CCIMP, en partenariat avec les Chambres de Commerce et d'Industrie des pays méditerranéens (Réseau ASCAME), compte développer des dispositifs de sensibilisation et d'accompagnement des TPE/PME (Très Petites Entreprises/Petites et Moyennes Entreprises) dans plusieurs axes :

- le déploiement effectif de démarches RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) comme facteur de compétitivité et de contribution efficiente à la lutte contre le changement climatique,
- des opérations concrètes d'économie circulaire (par exemple, des mutualisations de systèmes de production d'énergie, de traitement/ réutilisation de déchets...),

- le développement de monitoring de dirigeants de TPE/PME en RSE par des experts de grandes entreprises,
- la diversification et le développement d'activités au sein de filières technologiques concevant, fabriquant et mettant en œuvre des solutions contribuant efficacement à la lutte contre le changement climatique (par exemple, l'implication de TPE/PME au sein des « living labs » méditerranéens dédiés à l'économie verte).

L'objectif d'ici la MEDCOP22 est d'analyser les bonnes pratiques dans les quatre axes cités ci-dessus, d'identifier et mobiliser le consortium d'acteurs clés (dont les Chambres de Commerce et d'Industrie méditerranéennes) s'engageant à déployer de tels dispositifs et de bâtir avec ce dernier un programme d'actions précis et partagé.

23. UN META CLUSTER MEDITERRANEEN

Pilote : Pôle Bâtiments Durables Méditerranéens - Envirobat-BDM

Contact : Benoît Vion-Dury bvion-dury@polebdm.eu

Le projet *BEE-IN Cluster Med* vise à soutenir les PME situées dans les pays européens Méditerranéens qui doivent faire face à des spécificités climatiques chaudes afin de fournir à la demande des solutions techniques adaptées. Il s'agit de développer de nouvelles solutions techniques pertinentes sur les bâtiments neufs et existants et de proposer une offre de produits et services compétitifs et adaptés au climat méditerranéen.

Le projet vise à atteindre les objectifs spécifiques suivants :

1. Identifier les barrières techniques des solutions existantes en climat chaud selon les différentes typologies constructives afin de mieux créer ou adapter de nouvelles solutions techniques.
2. Développer une approche systémique pour les transfrontaliers et des collaborations intersectorielles afin d'échanger des connaissances et des savoir-faire entre les acteurs de l'innovation, notamment les PME et soutenir l'émergence de partenariats sur chacun des éléments techniques pour donner lieu à des solutions nouvelles et adaptées. Cette approche systémique sera entreprise dans le cadre d' « Espaces de collaboration » qui favoriseront l'émergence de solutions innovantes intersectorielles.
3. Soutenir les activités d'innovation des PME et leur offrir un soutien direct afin de diffuser et / ou exporter des solutions innovantes pour améliorer les solutions existantes par la caractérisation, adapter des produits par la Recherche & Développement, réaliser des prototypages ou développer de nouvelles solutions. Cette approche systémique impliquera un travail collectif sur les spécifications du marché avec les propriétaires et les promoteurs de la construction.

Le projet *BEE-IN Cluster Med* rassemble 11 organisations, clusters ou équivalents, représentant les différentes entrées de l'efficacité énergétique en France, Espagne, Italie et Grèce. Au total, le *BEE-IN Cluster Med* représente plus de 1 000 intervenants, dont la plupart sont des PME.

L'ambition est déclinée sur 3 thèmes:

- L'Efficacité Énergétique concerne l'utilisation des énergies renouvelables et de la bioénergie adaptées ou intégrées au bâtiment.
- Le Bâtiment économe concerne l'enveloppe (isolation) et les matériaux de l'édifice, les systèmes de construction et de la consommation d'eau.
- Le Bâtiment intelligent suit le bâtiment et ses consommations.

Les impacts attendus sont les suivants :

- Innovation et compétitivité. Le projet *BEE-in Cluster Med* proposera aux PME de tester leurs produits avant de les lancer sur le marché.
- Internationalisation. D'autres pays pourront donc bénéficier de solutions techniques pertinentes.
- Environnement. Le projet améliorera le bilan énergétique des bâtiments dans les pays chauds.
- Social. Cette proposition vise à réduire l'inconfort et la température moyenne à l'intérieur des bâtiments. Par ailleurs, le projet améliore fortement le budget de la famille moyenne et fournit un «revenu» supplémentaire pour les populations concernées.

24. VALORISATION ENERGETIQUE DES DECHETS URBAINS, INDUSTRIELS, AGRICOLES

Pilotes : Capenergies – Pôle de compétitivité et PRIDES

Contacts : Céline Auger celine.auger@capenergies.fr, Aurélie Bringer aurelie.bringer@capenergies.fr

Dans le prolongement de la MEDCOP21, Capenergies propose d'initier des échanges collaboratifs avec les pays méditerranéens souhaitant investir la thématique « Valorisation énergétique des déchets urbains, industriels, agricoles », dans les domaines suivants :

- Inventaire et caractérisation des gisements
- Choix des options technologiques les plus adaptées, notamment les alternatives à l'enfouissement et à l'incinération
- Caractérisation des externalités (émissions, bilan carbone, emplois...)

ENJEU N°8

PARTAGER L'EAU ENTRE LES USAGES ET LES TERRITOIRES

25. UNE PLATEFORME DES CONNAISSANCES SUR L'EAU EN MEDITERRANEE

Pilotes : Office International de l'Eau (OIE) et Institut Méditerranéen de l'eau (IME)

Contacts : Hachmi Kennou info@ime-eau.org, Josiane Mongellaz j.mongellaz@oieau.fr

Ce projet labellisé par l'Union pour la Méditerranée vise à améliorer la gestion des ressources en eau en Méditerranée aux niveaux nationaux et transfrontaliers.

Il se traduira par la création d'un système d'information commun sur l'eau dans quatre pays pilotes (Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie) sur la base de directives régionales et normes internationales. Un cadre de référence régional (Livre Blanc) permettra de réaliser un diagnostic détaillé des ressources disponibles, des besoins environnementaux, des usages, ainsi que des principales politiques et programmes de mesures appliqués dans les pays de la région.

Les bonnes pratiques en matière de gestion de la ressource seront identifiées et partagées sur une plateforme collaborative. In fine, une vision globale et actualisée de la situation de la ressource en eau sera disponible à l'échelle du bassin méditerranéen.

26. UN POLE DE FORMATION SUR LES METIERS DE L'EAU

Pilotes : Société du Canal de Provence et d'Aménagement de la région Provençale et Institut de recherche pour le Développement (IRD)

Contacts : François Prevost francois.prevost@canal-de-provence.com, Thierry RUF ruf@ird.fr

Sur les deux rives de la Méditerranée, l'agriculture s'est développée grâce à l'irrigation et en mobilisant les eaux de surface et souterraines. Au cours des siècles, de véritables civilisations hydrauliques ont vu le jour. Elles ont façonné leur environnement et leurs paysages. Après plusieurs décennies de modernisation des techniques (irrigation localisée remplaçant le gravitaire), d'évolution des systèmes de production agricoles, de restructuration foncière..., on voit apparaître un peu partout des tensions sur la ressource, des accaparements de cette dernière par des individus qui mettent en péril l'équilibre des modèles collectifs, et des déséquilibres environnementaux accentués par les premiers effets du changement climatique.

Pour accompagner le développement des territoires irrigués en Méditerranée et celui des activités agricoles qui leur sont liées, il faut former les générations actuelles et futures en leur donnant les outils d'analyse et de compréhension des dynamiques à l'œuvre. Ceci doit se concevoir dans un cadre renouvelé, interdisciplinaire et mettant l'accent sur les questions de terrain et l'opérationnalité

D'ici la MEDCOP22, deux journées d'échanges pourraient s'organiser réunissant responsables d'organisations d'irrigants, gestionnaires d'aménagements, représentants d'institutions de gestion de l'eau agricole, enseignants, chercheurs, etc. afin de jeter les bases de ce cadre de formation renouvelé.

Le but de ces journées serait de produire un état des lieux, des axes d'action pour organiser les futures formations professionnelles et universitaires, des passerelles entre les mondes professionnels et universitaires et un ou plusieurs réseaux d'échanges avec comme perspectives le développement d'enseignements partagés, appropriés et privilégiant la coopération entre pays du bassin méditerranéen.

27. LA MONTEE EN PUISSANCE DU FONDS FIDUCIAIRE POUR LES AIRES MARINES PROTEGEES (AMP)

Pilote : Association pour le financement durable des AMP de Méditerranée

Contact : Raphaël Cuvelier, Fondation Prince Albert II de Monaco.

La création d'un fonds fiduciaire dédié au financement des Aires Marines Protégées de Méditerranée a été officiellement annoncée par S.A.S. le Prince Albert II de Monaco et le Ministre français de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, M. Philippe Martin, lors de la réunion politique de haut niveau tenue à l'issue du congrès IMPAC3 à Ajaccio le 26 octobre 2013. A cette occasion, le gouvernement Tunisien a apporté son soutien à cette initiative. Ce fonds a reçu le soutien de la Convention de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée. Il mobilise des fonds publics et privés pour financer durablement le développement des AMP de Méditerranée. Il vise d'abord, en étroite collaboration avec les pays concernés, à renforcer les AMP existantes pour apporter la preuve de leur intérêt écologique, climatique, social et économique, et stimuler ainsi la création de nouvelles AMP. Le Maroc, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, Chypre et l'Albanie ont également confirmé leur soutien à cette initiative.

Ce fonds doit poursuivre son développement et être renforcé.

D'ici la MEDCOP 22, le Fonds fiduciaire aura mis en place sa gouvernance, renforcé ses partenariats avec des bailleurs privés et publics, et engagé les premières actions de soutien aux aires marines protégées de Méditerranée.

2 IDEES A ETOFFER

Différentes autres idées ont été proposées à l'occasion de cette MEDCOP21.

Elles doivent encore être précisées par un pilote qui assurera leur mise en œuvre :

- La création de coopératives d'agriculteurs pour gérer et partager la ressource en eau
- Les jumelages de plans climat
- La promotion d'une initiative de MACRO-PROJET pour la protection, la gestion et l'adaptation aux changements climatiques des zones côtières méditerranéennes. – projet MAREMED
- Le développement des filières « Éolien Offshore Flottant » et « Robotique – Pole Mer Méditerranée »
- La réalisation d'un numéro spécial de la « Revue de la Villa Méditerranée » sur le changement climatique - AVITEM

Projets inspirants à diffuser largement

ADAPTATION ACTIONS GENERALES

CEREMA

Post-disaster feed back solutions for anticipate climate change, Critical infrastructures and climate change.

CEREMA Mme CHANAL Anne
head of section vulnerability and risks prevention
anne.chanal@cerema.fr, 06 27 17 11 26

Forum méditerranéen

ALGERIE

Présentation du nouveau Forum Méditerranéen pour l'Adaptation au Changement Climatique.

Université de Mostaganem Abdelhamid Ibn Badis
M. KADI Lamine - Enseignant-Chercheur
lamine.kadi@imt-institute.com, +213 66 15 34 372

Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD)

FRANCE

Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) et cadre stratégique régional pour l'adaptation au changement climatique en Méditerranée, documents de référence du Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE/PAM) en vue de leur adoption par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone (21 pays riverains et UE) lors de leur prochaine réunion en février 2016 à Athènes (COP19).

Plan Bleu M. LE TELLIER Julien, Chargé de mission
jletellier@planbleu.org, 06 79 81 52 58

DERACLIMED

CHYPRE, JORDANIE, GRECE, ISRAËL, TURQUIE

Propose de créer une base de données pour améliorer la disponibilité de données pertinentes pour des évaluations de changement climatique sur la région méditerranéenne Orientale et le Moyen-Orient.

The Cyprus Institute (Cyl), Jos Lelieveld
Coordinator, j.lelieveld@cyi.ac.cy

Phone: +357 22 208 626

Prof. Manfred A. Lange – Coordinator
m.a.lange@cyi.ac.cy, Phone: +357 22 208 621

Eomed - Espace numérique Ouvert pour la Méditerranée

POURTOUR MEDITERRANEEN

Propose de construire graduellement un espace numérique largement ouvert à l'ensemble des acteurs (pays, institutions et individus) de l'UPM, capable d'apporter une contribution décisive aux objectifs cités ici.

<http://eomed.org/editorial/>

Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental

FRANCE

- les enjeux de la COP 21 (auteurs Mesquida et Guirkingner)

- les inégalités environnementales et sociales (auteur Crozemarie)

- l'adaptation de la France au changement climatique mondial (auteurs Bonduelle et Jouzel).

Conseil Economique, Sociale et Environnemental
M. DOUCIN Michel, Conseiller diplomatique
michel.doucin@lecese.fr, 06 15 30 66 59

AGRICULTURE

Echanges entre praticiens de la cueillette des plantes aromatiques et médicinales

MAROC

Formations de femmes cueilleuses / constitution d'un réseau de travail comprenant des praticiens et professionnels ainsi que des chercheurs et des développeurs. - Les formes innovantes d'organisation prenant en compte les contraintes et les atouts de chaque lieu restent à consolider.

Hélène Ilbert, Institut Agronomique de la Méditerranée, ilbert@iamm.fr

La valorisation des plantes médicinales et aromatiques

MAROC

L'objectif est de les protéger et conserver pour assurer un développement durable du territoire.

Institut national de Plantes USMBA

M. EL KHANCHOUFI Abdessalam, Professeur
elkhanchoufi@yahoo.fr, +212 66 16 18 422

Efficience des cultures face aux changements climatiques

FRANCE

Solutions pour une agriculture durable : apport des microorganismes pour une gestion intégrée des ressources.

VALORHIZ Mme HEDRI Estelle- Chargé d'études

Rôle de l'agriculture littorale dans l'urbanisation

FRANCE

Recherche-action à l'échelle régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur : valoriser le rôle de l'agriculture littorale dans l'urbanisation côtière face au changement climatique en Méditerranée.

MALTAE (Mémoire à lire, territoire à l'écoute)

Mme JACQUEMIN Odile, Architecte urbaniste, Directrice

Association SYNERGIA / Université de Meknès

MAROC

Il s'agit d'un projet porté par une association de jeunes chercheurs à Meknès (Maroc) visant à mettre leurs connaissances scientifiques et techniques en matière de valorisation des plantes aromatiques et médicinales et d'agriculture urbaine en faveur des coopératives féminines à Meknès.

Association SYNERGIA / Université de Meknès

Mme MENOUNI Aziza, Etudiante

Chercheuse/Présidente de Synergia

missmenouni@gmail.com, +212 66 34 12 097

Livre écologique

FRANCE

Projet d'un livre écologique autour des abeilles et du climat.

AHR, M. Rousseau Herve - Formateur

hr@herverousseau.com, 06 83 20 22 47

Acacias for all

FRANCE

Programme de reforestation et capacitation des agriculteurs tunisiens pour les soutenir dans leur adaptation au réchauffement climatique et lutter contre la désertification.

Mme TOUMI Sarah, Fondatrice

sarah.toumi@gmail.com

FORET

Projet Silva Mediterranea

MAROC, ALGERIE, TUNISIE, LIBAN, TURQUIE

Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changement climatique, inciter les acteurs à gérer et/ou restaurer les espaces boisés méditerranéens avec une perspective de fourniture durable des biens et services environnementaux.

Secrétariat du comité silva mediterranea auprès de la FAO Ghizlane Bathaoui Quintrand, MedDurable, g.bquintrand@gmail.com

Cogestion d'une forêt méditerranéenne dégradée en banlieue de Tunis

TUNISIE

Etablir un modèle de partenariat entre la collectivité et la société civile.

Groupement de Développement Agricole (GDA)

Sldi Amor Cogestion en forêt méditerranéenne

M. Ben Miled Tayeb, Président

benmiled.taieb@yahoo.fr

Reboisement

MAROC

Accompagnement des villageois de l'Assif Melloul dans le reboisement partiel autour des surfaces agricoles.

SENS (France) et AKHIAM (Maroc)

TECHNIQUES VEGETALES

Phyto-Perspectives

FRANCE

Mettre en avant l'intérêt des techniques végétales, en tant qu'outil d'adaptation au changement climatique, pour remplir différents services auprès de la population et de l'environnement, dans une approche locale et circulaire.

Mme ARFI Véronique, Gérante

phytoperspectives@gmail.com, 06 11 51 75 71

BIODIVERSITE

La démarche TalVeg®

FRANCE

Apport de la biodiversité végétale et microbienne à la capacité de résilience des écosystèmes naturels et cultivés.

VALORHIZM. TAUGOURDEAU Olivier,

Ingénieur de recherche

olivier.taugourdeau@valorhiz.com, 06 75 32 43 51

SICMED (Surfaces et Interfaces Continentales en Méditerranée)

<http://www.sicmed.net>

TOUT LE BASSIN MEDITERRANEEN

Permet d'étudier et anticiper le fonctionnement et les évolutions des anthropo-écosystèmes méditerranéens ruraux et péri-urbains sous les diverses pressions climatiques et humaines actuelles et futures en associant des équipes scientifiques de l'ensemble du pourtour méditerranéen dans une démarche de recherche à long terme avec un esprit de collaboration ouverte.

Christian LEDUC, christian.leduc@ird.fr

ainsi que les trois autres co-animateurs de Sicmed Marc Voltz, voltz@supagro.inra.fr, Wolfgang

Ludwig, ludwig@univ-perp.fr et Sami Bouarfa sami.bouarfa@irstea.fr. Nous sommes assistés par Hassan QUAROUCHE hassan.quarouch@ird.fr

Fonctionnement des écosystèmes terrestres

FRANCE

Biodiversité et fonctionnement des écosystèmes terrestres méditerranéens dans un contexte de changement climatique.

Aix-Marseille Université-IMBE, Mme BALDY Virginie, Enseignant-chercheur
virginie.baldy@imbe.fr, 06 98 35 43 03

Mise en place de stratégies locales par la Ville de Marseille

FRANCE

Pour le maintien et la préservation de la biodiversité sur le littoral et la mer.

Ville de Marseille, Mme GEORGES Christel
Chargée de mission Parc National, Partenariats
cgeorges@mairie-marseille.fr, 06 32 87 19 15

PRESERVATION DES SOLS

VALORHIZ

FRANCE

Solutions innovantes pour la préservation et la gestion durable des sols et des territoires dans le cadre d'une approche intégrée de préservation des écosystèmes en Région méditerranéenne dans le contexte du changement climatique.

VALORHIZ M. BOUKCIM Hassan, Président

SOUTIEN AUX COLLECTIVITES

MC3 - Mediterranean Cities and Climate Change

FRANCE

Réseau de partenaires méditerranéens - institutions publiques, instituts de recherche ou de la société civile - partager des expériences en matière d'interface architecture / climat et urbanisme / climat, pour la rédaction d'un livre blanc de l'urbanisme en Méditerranée.

Laboratoire Population Environnement Développement, M. MAZUREK Hubert
Directeur du LPED, Responsable du projet MC3
hubert.mazurek@ird.fr, 06 08 07 93 20

Projet EDILE

LIBAN, PALESTINE, FRANCE, TUNISIE, ITALIE, ESPAGNE

EDILE vise à favoriser le développement inclusif des économies locales grâce à une meilleure

évaluation des projets d'investissement. Il propose des outils d'évaluation et accompagne les organisations chargées de la régulation et de la mise en œuvre des projets d'investissement afin que ceux-ci génèrent un maximum de retombées locales positives.

Pierre Massis, Délégué général de l'OCEMO
pierre.massis@ocemo.org, 04 95 09 47 87
Florence JULLIARD (communication ANIMA)
04 96 11 67 60

Élaboration d'une stratégie d'efficacité énergétique à la Ville de Sousse

TUNISIE

Le projet pilote nécessitera une forte dimension de capitalisation favorisée par la ville de Marseille et le réseau MedCités, tirée de l'analyse des besoins. Il concernera la réalisation d'un ensemble d'activités complémentaires sur un périmètre démonstratif favorisant l'effet de levier.

Dominique Ginouves, Chargée de mission Relations Internationales, Ville de Marseille,
dginouves@mairie-marseille.fr

Programme "Villes et Changement Climatique"

MAROC, ALGERIE, TUNISIE, EGYPTE,

Etudes sur la vulnérabilité urbaine et l'adaptation au changement climatique des villes d'Afrique du Nord (Alexandrie, Alger, Casablanca, Tunis)

CMI:

Sara Boughedir : sboughedir@worldbank.org

Janette Uhlmann : juhlmann@worldbank.org

Hervé Levite : hlevite@worldbank.org

Egis Eau :

Yves Ennesser : Yves.ENNESSER@egis.fr

Chefchaouen, Ville en transition énergétique

FRANCE, MAROC

Ouverture du 1er point info énergie du Maroc permettant la maîtrise et la réduction des consommations énergétiques : tableau de bord de gestion énergétique communale, modernisation du réseau d'éclairage public, plan alternatif de déplacement inter-administration du personnel communal. Des formations aux élus sur la gestion de l'énergie et aux acteurs du bâtiment seront mises en place.

Christel Olimé : c.olime@geres.eu

Virginie Guy : v.guy@geres.eu

Cyril JARNY : c.jarny@gere.et

Points d'Information sur la Maîtrise de l'énergie en Tunisie

FRANCE, TUNISIE

Familles à Énergie Positive / Energy Neighbourhood

PRIORITERRE, M. DELHOMMEAU Frédéric
Programme PIME Tunisie, 06 79 70 03 56

Modes de vie à basse énergie

FRANCE

A l'initiative de Pays d'Aix en Transition, nous expérimentons les modes de vie à basse énergie, relocalisés et riches de liens : permaculture, habitat et transports alternatifs, recyclage, circuits courts... afin de sortir de la dépendance aux énergies fossiles et pour davantage de résilience locale.

Pays d'Aix en Transition, M. MEURIOT Gilles, Ingénieur, gilles.meuriot2@orange.fr

Résilience urbaine, stratégies pour les aires en développement

ESPAGNE

Expériences de la ville de Barcelone. OptiCits - IQS - Universitat Ramon Llull Résilience Urbaine, Stratégies pour les aires en développement

M. FONTANALS Ignasi, ifontanals@opticits.com

Hammams durables (Maîtrise de la consommation en bois et eau)

FRANCE, MAROC

Rénovation technique de 40 hammams.

Christel Olimé : c.olime@geres.eu

Virgnie Guy : v.guy@geres.eu

Cyril JARNY : c.jarny@gere.et

Technologies bas carbone pour les écoquartiers

FRANCE

Concours d'EA éco entreprise et Club Ademe Internationale : offre mutualisée de technologies bas carbone innovantes dédiées aux écoquartiers et aux communautés rurales, applicable en pays méditerranéens.

ENVIROCONSULT, M. DECHERF Olivier, PDG
o.decherf@enviroconsult.fr, 06 08 72 09 13

Eco quartier à énergie positive

FRANCE

Dans la ZAC de l'Héritière à Ventabren, et création d'un parc solaire et éolien au Château Blanc de Ventabren également (Projet SOLARIS VENTIS).
VENTABREN DEMAIN, M. VITTE William, Président

william.vitte@wanadoo.fr, 06 13 88 49 91

Appui à la mise en place d'un Plan Climat Energie Territorial dans la Région du Kef (Tunisie)

FRANCE, TUNISIE

Le caractère innovant de ce projet l'accompagnement de la Région de Kef pour amorcer une réflexion globale sur l'ensemble des étapes de la réalisation d'un Plan Climat Energie Territorial, de la sensibilisation à la réalisation d'une action concrète, en passant par la mise en place de groupes de travail partenariaux, la réalisation d'un bilan carbone patrimoine et territoire et l'engagement d'une réflexion sur la mise en place d'un plan d'actions.

Fleur Ferry, Département de Seine-Maritime

Direction des territoires, des coopérations et du développement durable

Fleur.FERRY@cq76.fr, 02 35 03 51 79

Renovation des rivières urbaines

ESPAGNE

Restauration d'habitats urbains liés aux rivières permettant la récupération de la végétation de rive, le maintien de populations de faune urbaine et ce par la promotion du concept auprès des conseils municipaux afin de l'intégrer dans les Agenda21.

Diputación de Jaén, pedrocastillo@promojaen.es

ENTREPRISES

SINERGIA

ESPAGNE, ITALIE, FRANCE, GRECE, SLOVENIE, TURQUIE

Plateforme Web de diffusion de bonnes pratiques et transfert de compétences pour les TPE-PTME de l'agro alimentaire.

CRITT Agroalimentaire PACA, Cyril Bertrand / Yvan Deloche, +33 4 31 55 08

Nicola Colonna, coordonnateur du projet Sinergia - nicola.colonna@enea.it, +39 06 30 48 63 81

EUROMED POSTAL

MEDITERRANEE

Réseau d'opérateurs postaux pour benchmark et échanges d'expériences, notamment pour la création d'une méthodologie commune de calcul des émissions de GES.

Hélène Renard

Déléguée au développement régional RSE Groupe La Poste, helene.renard@laposte.fr

Patrick Widloecher, Déontologue Groupe La Poste + UPU (Union postale universelle)

Coopération TPE/PME et changement climatique en Méditerranée (13 exemples de projets menés entre 2007 et 2013)

FRANCE, ESPAGNE, MAROC, ALGERIE, TUNISIE, EGYPTTE, LIBAN, JORDANIE, TURQUIE, GRECE, ITALIE...

Medalliance regroupe notamment l'ASCAME, ANIMA, BusinessMed, Eurochambres... Projets en cours :

1. GMI : consolider en Méditerranée les chaînes économiques locales de traitement des déchets « grand public ».
2. RESPONSIBLE MED : sensibiliser les entreprises méditerranéennes aux préoccupations sociales et écologiques.

Philippe ZANIN, Directeur Développement des Partenariats, philippe.zanin@ccimp.com

SHMILE 2, Tourisme durable, de l'expérimentation à la diffusion de l'Ecolabel

TUNISIE, EGYPTTE, JORDANIE, GRECE, FRANCE, ITALIE

ShMILE2 doit contribuer à la réduction de l'impact environnemental des hébergeurs touristiques dans le Bassin de la Méditerranée par la promotion et la diffusion de l'Ecolabel Européen pour les services d'hébergement touristique.

Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur (CCI NCA) http://www.shmile2.eu/shmile-2_page_14.html

<http://www.afnor.org/liste-des-evenements/agenda/2014/mars/9-hebergeurs-touristiques-eco-labellises-dans-le-cadre-du-projet-tourisme-durable-en-medi>

MEDTUESDAY

FRANCE

Création et développement de Medtuesday, Association issue de Cleantuesday mais spécifique au Bassin Méditerranéen, afin de permettre les échanges et partenariats dans le domaine des éco technologies innovantes et des énergies renouvelables, entre les professionnels du secteur (start'up, collectivités, investisseurs etc...)

Cleantuesday / Medtuesday Mme GOUPY-ROBERT Nathalie, Vice Pdte / Présidente, 06 76 29 33 69

nathalie.goupy-robot@cleantuesday.com

RECHERCHE

Groupe régional d'experts sur l'évolution du climat en PACA

FRANCE

Animation du GREC-PACA, Groupe régional d'experts sur l'évolution du climat en Provence Alpes Côte d'Azur. Dynamique régionale destinée

à améliorer la diffusion de la connaissance scientifique et le dialogue entre communauté de la recherche et acteurs du territoire sur les enjeux liés au changement climatique.

A.I.R Climat, Mme LOOTVOET Marie,
Coordinatrice

Mistrals

FRANCE

Méta programme MISTRALS
CNRS / INSU, M. RUELLAN Etienne
Directeur Adjoint Scientifique,
etienne.ruellan@cnrs-dir.fr, 06 74 46 73 51

EAU/MER

R-KNOW - Réseau régional de connaissance sur les approches systémiques de gestion des ressources en eau

EGYPTTE, JORDANIE, MAROC, LIBAN ET TERRITOIRES OCCUPES PALESTINIENS

Le projet R-Know a démarré fin 2013. Projet de réseau régional de connaissances sur l'eau, coordonné par l'Union Internationale de Conservation de la Nature (IUCN) en association avec le SEMIDE, le CEDARE et des ONG nationales au Maroc, en Egypte, Jordanie et Palestine. Le projet a été sélectionné par la Commission Européenne dans un programme en faveur des ONG dans le cadre de la politique de voisinage.

Eric Mino ou Jauad El Kharraz SEMIDE Eric MINO / SEMIDE-EMWIS, e.mino@semide.org

Projet REMEE - Redécouvrons ensemble les Mémoires de l'Eau en Méditerranée

FRANCE, GRECE, TURQUIE, MAROC, TUNISIE, ALGERIE

A permis, à partir d'une phase de diagnostic et d'élaboration d'un plan de mise en valeur, de construire un programme pédagogique méditerranéen : « Jeunes Acteurs du Patrimoine de l'Eau » dans les 7 régions partenaires et un centre de ressources documentaires sur le patrimoine et les usages de l'eau en Méditerranée. Office de l'Environnement de la Corse, 04 95 45 04 00

Matthieu GUARY, Association APARE
international@apare-gec.org

Plateforme Méditerranéenne de Connaissance sur l'eau

LIBAN, JORDANIE, MAROC, TUNISIE, FRANCE, ESPAGNE

Vise à soutenir le développement de politiques durables de gestion intégrée des ressources en

eau (GIRE) et leur adaptation au changement climatique par « la création de systèmes nationaux d'information sur l'eau harmonisés » et « la préparation d'un Livre Blanc Méditerranéen sur l'eau ». *Eric Mino, SEMIDE, Josiane Mongellaz, OIEau Hachmi Khennou, IMEEric MINO / SEMIDE-EMWIS, e.mino@semide.org.*

Schéma régional de la ressource en eau (SOURCE)

FRANCE

Réalisation d'un Schéma régional de la ressource en eau (SOURCE) et mise en place d'une instance de gouvernance régionale de l'eau : AGORA - Assemblée pour une Gouvernance Opérationnelle de la Ressource en eau et des Aquifères *Région Provence-Alpes-Côte d'Azur*
Mme MAYEN Béatrice, Chef du service Eau et Milieux Aquatiques, bmayen@regionpaca.fr, 06 81 58 41 56

Evaluation et suivi du secteur hydraulique dans la région Afrique du Nord (MEWINA) : solutions au problème de l'évaporation de l'eau

TUNISIE, LIBYE, ALGERIE, MAURITANIE ET EGYPTE

Le projet vise à mettre en place un système de suivi et d'évaluation des ressources en eau dans ces pays. Des rapports périodiques nationaux sur les indicateurs du secteur de l'eau serviront de référence aux décideurs lors de la prise de décision en la matière.

EW - Khaled Mahmoud Abouzid, Coordinateur régional du MEWINA

Mediterranean Marine Protected Areas and climate change

TOUS LES PAYS MEDITERRANEENS

A guide to regional monitoring and adaptation opportunities. Strategy to monitor climate change at Mediterranean level through the network of Marine Protected Areas.

Climate adaptation opportunities: Towards a future common strategy for MPAs in the Mediterranean.

OTERO Maria del Mar, IUCN Med

MariadelMar.OTERO@iucn.org

Webster Chloe, MedPAN,

chloe.webster@medpan.org

AMP en Méditerranée

FRANCE

Stratégie de suivi des changements climatiques pour le réseau des aires marines protégées en Méditerranée.

MedPAN, Mme CANALS Purificacio, Présidente

pcanals@tinet.org, 06 45 73 33 83

La résilience du plancton

FRANCE

Un projet d'étude de la résilience du plancton calcaire au changement climatique et à l'acidification océanique.

CNRS,

M. DE GARIDEL-THORON Thibault, Chercheur

ARIMNeT

FRANCE

Programme ARIMNeT phase 2, Autres ERANeT sur la gestion des eaux et des sols en Méditerranée *IRD Institut de Recherche pour le Développement*
M. MONTOROI Jean-pierre, Chercheur, Pédologue

Jean-Pierre.Montoroi@ird.fr

Highland Water Forum : Projet participatif de gestion et de réallocation des ressources en eau pour l'agriculture irriguée dans un contexte de raréfaction

JORDANIE

Visé à trouver des solutions durables afin de réduire les prélèvements agricoles en nappe, via une approche participative.

Florence Pintus, OIEau, Office International de l'Eau, f.pintus@oieau.fr

Sustainable domestic Water Use in Mediterranean Regions SWMED

ITALIE MALTE TUNISIE PALESTINE

The SWMED project focuses on the optimisation of the per capita water consumption at household and urban level through the implementation of water saving devices, reuse of treated wastewater, rainwater harvesting, a pool of technologies known as Sustainable Water Management (SWM).

Alessandro Drago, adrigo@regione.lazio.it

http://www.enpicbmed.eu/documenti/29_153_20_110916202549.pdf

Production des outils pédagogiques innovants

MAROC

Assurer une gestion rationnelle et durable des ressources en eau agricole.

RACCORDMAROC, M. ANBARI Abdelkrim, Agronome,

raccordmaroc@gmail.com, +212 67 37 31 573

Surfrider

FRANCE

Association dont le but est la défense, la sauvegarde, la mise en valeur et la gestion durable de l'océan, de la mer, du littoral, des vagues et de la population qui en jouit. Le changement climatique est une menace émergente pour cet ensemble et il est important de pouvoir prévenir et,

le cas échéant, s'adapter à conséquences du changement climatique. Surfrider s'engage dans ce sens.

*Surfrider Foundation Europe, Mme HATIMI Sarah
Chargée de mission Environnement Méditerranée
shatimi@surfrider.eu, 06 98 2 316 06*

Evolution du littoral dans les embouchures de fleuve, Notamment, en Méditerranée, le Rhône (France), le Nil (Egypte), le Pô et l'Ombrone (Italie), l'Ebre (Espagne), le Danube et le Dniepr en Mer Noire (Ukraine/Roumanie).

Mise en évidence de la réponse du rivage aux perturbations climatiques avec la hausse de la fréquence et de l'intensité des tempêtes, la montée du niveau marin, ainsi que les limites de son adaptation aux changements brutaux de ce type.
*CEREGE - OSU Pytheas - Aix-Marseille Université
Mme BESSET Manon, Doctorante*

Action Phytorestore

FRANCE

Pavillon Bleu à la COP21 et jeux enfants "eau et climat" appelé Equilibro.

*Fondation Danielle Mitterrand France Libertés
M. POILANE Emmanuel, Directeur Général
emmanuel.poilane@france-libertes.fr*

Les paysages littoraux

FRANCE

Recherche-action et animation territoriale sur les paysages littoraux, proposée par la Région PACA en 2015.

GIS AMPHIBIA, M. PACITTO Jean-Louis, Architecte Urbaniste, Chargé de mission

Résilience

TUNISIE

Le colloque du 21 au 22 Janvier 2011 à Gabès a permis de déboucher sur différentes mesures telles que le contrôle des unités industrielles au sein du Groupe chimique tunisien à Gabès, la construction de la ville thermale d'El Khbeyet à El Hamma et de la zone touristique intégrée à Gabès, ou encore l'installation de barrières artificielles dans le golfe permettant de protéger ses richesses halieutiques de la pêche anarchique.

La voix de l'enfant rural

*M. ZAGROUBA Dhakouin, Secrétaire général
dhakwanzag@yahoo.fr, +216 96 75 13 34*

Appui technique et financier pour la mise en œuvre d'une gestion raisonnée de l'eau pour l'Agriculture dans la région d'Hammamet

TUNISIE

ANDDCVS (Association Nationale de Développement Durable et de la Conservation de la vie sauvage)

M. GHARBI Ali, gharbi.ali10@yahoo.fr

Prévention de l'utilisation de l'eau

ALGERIE

Autour des villes de Constantine et Tipaza, l'Association TOUIZA Solidarité sensibilise les populations à l'utilisation de l'eau.

TOUIZA Solidarité (Projet de gestion de l'eau barrage)

*M. KHANDRICHE Mohamed, Secrétaire général
mohamed.khandriche@gmail.com*

Challenges and opportunities for water governance in cities

Enquête auprès de 40 collectivités dont certaines en Méditerranée pour résumer les bons modes de gouvernance.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

*M. ROMANO Oriana, oriana.romano@oecd.org
01 45 24 76 86*

Apport des SIG et télédétection spatiale dans l'étude de fonctionnement des écosystèmes aquatiques

MAROC

Carte de température du Lac El Massira
Faculté des sciences de Casablanca

*M. AITELGHAZI Abdellah, Fonctionnaire d'état
abdellah_fsac_sig@yahoo.fr*

BATIMENT

Rénovation Energétique des Logements

ESPAGNE ITALIE, JORDANIE, TUNISIE

Le projet RELS entend réduire la précarité énergétique liée aux logements et faciliter l'application des processus de rénovation énergétique des logements sociaux dans le but de fournir aux ménages méditerranéens un modèle de logement plus performant doté d'un confort thermique suffisant et à coût acceptable.

*Anna Mestre Massa, annamestre@gencat.cat
http://www.enpicbmed.eu/documenti/29_153_20_120316124154.pdf*

BEE-IN CLUSTER MED

FRANCE

BEE-IN CLUSTER MED

ENVIROBAT BDM, M. FAURE Daniel, Directeur

Initiative de la Francophonie pour des Villes Durables (IFVD)

FRANCE

Formation sur les CPDN (avec un important volet sur les villes) - Différentes rencontres et ateliers de renforcement de capacité organisés en Méditerranée et en Afrique sur le thème des bâtiments, villes et territoires durables, etc...

ENERGIES 2050, M. POUFFARY Stéphane
Fondateur, Président d'Honneur, 06 80 31 91 89
stephane.pouffary@energies2050.org,

Low Cost / Easy Tech

FRANCE

Installer un habitat adapté au contexte climatique, social et économique en milieu dense.

EPA Euro Méditerranée Low cost / Easy tech
M. GEILING Franck, Directeur Archi Urba
Développement Durable
franck.geiling@euromediterranee

Des outils innovants de réduction des consommations d'énergie

FRANCE

Des outils innovants faisant appel à l'intelligence artificielle qui permettent à des coûts amortis en moins de 3 ans d'économiser au moins 20% sur la facture énergétique des ménages, sans nuire au confort, sans contrainte et avec un temps de mise en oeuvre limité à la journée.

SMART BUILDING ALLIANCE
M. BUCKI Jacques, Conseil "Energie-collectivités et territoires", jbucki.lambesc@gmail.com
06 09 53 86 36

DECHETS

MED-3R

Plateforme stratégique euro-méditerranéenne pour une gestion adaptée des déchets

FRANCE, TUNISIE, ITALIE, LIBAN, JORDANIE

Luc Della Gaspera, Chargé de mission Europe
Metropole Nice Cote d'Azur 04 89 98 14 61

Analyse du coût de la dégradation de l'environnement dû à la mauvaise gestion des déchets solides (coed sweepnet)

LIBAN, MAROC, TUNISIE

L'analyse du coût de dégradation de l'environnement lié aux pratiques de gestion des déchets « COED-Déchets » mesure « la dégradation de la qualité de vie » causée par les déchets tout en intégrant aussi les coûts de non-

action. Elle fait ressortir notamment une évaluation économique des émissions de méthane (puissant gaz à effet de serre) qui peuvent être évitées.

<http://www.sweep-net.org/activities/cost-environmental-degradation>

Markus Luecke Chef de Mission
markus.luecke@giz.de, et Anis Ismael
anis.ismail@giz.de

Campagne de reboisement et démonstration de l'usage du compost

ESPAGNE

La Diputación de Jaén a proposé annuellement une "Campagne de Reboisement et de compostage". Réalisation d'une plantation en zone publique, avec des espèces arborescentes autochtones, en impliquant les citoyens et principalement les jeunes. L'utilisation du compost obtenu à partir de déchets organiques urbains, démontre l'application directe du traitement spécifique des ordures dans des espaces verts et des jardins.

Diputación de Jaén, pedrocastillo@promojaen.es

Programme en vue de l'élaboration d'un schéma directeur de gestion de déchets inertes (BTP)

ALGERIE

Acquisition d'un savoir faire en matière de récupération et de valorisation des déchets inertes de la Wilaya d'Alger.

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/cncdext/dyn/public/atlas/detailProjet.html?criteres.prjld=3091>

Projet "AlKahina"

TUNISIE

Venir à bout de la pollution maritime de la baie de Monastir (Tunisie).

FTDES (Forum Tunisien pour les DES), M. HASSINE Mounir, Président,
ftdesksibet@gmail.com
+216 96 53 98 41

Réemploi de Composants Électroniques Certifiés

FRANCE

Création d'une Nouvelle Filière de Réemploi de Composants Électroniques Certifiés

D3EPACA, Mme LEVILLAIN Dominique,
Présidente dlevillain@d3epaca.fr, 06 09 50 07 91

Lemon tri

FRANCE

L'entreprise propose un service de tri sélectif et de recyclage des emballages de boisson (bouteille, canette, gobelet), via l'installation de machines innovantes et interactives, destinées à être

installées dans des entreprises, des universités mais aussi des lieux publics (gares, stades, centres commerciaux) afin de rendre le tri plus ludique et augmenter le taux de recyclage de ce type de déchets hors-foyer.

Lemon tri, M. NOBLET Alexandre, Directeur du Développement, alexandre.noblet@lemontri.fr

La Consigne 2.0 de Terradona

FRANCE

Le conteneur de tri connecté et intelligent Terradona, Mme PINEDA Daniela
Responsable marketing et communication
daniela.pineda@terradona.com

Zéro Zbel Xpérience

MAROC

Défi lancé par un marocain, pour réduire la production de déchets ménagers pendant 6 mois puis sensibilisation.

Ø Zero Zbel Xperience CLIMAT INNOVA
M. GHALLAB Mamoun, Fondateur
zero.zbel@gmail.com

Collecte de sacs plastiques

MAROC

Collecte et valorisation de sacs plastiques usagés en accessoires commercialisables (sacs, pochettes...)

Association du Docteur Fatiha (ADF)

Compostage des déchets sur le campus INAT

TUNISIE

ITTA (Institut Tunisien de Technologie Appropriée)

Projet de Collecte de Valorisation des D3E dans l'industrie hôtelière

TUNISIE

Organisation de filières locale courtes (modèle économique, partenariat...).

ATPNE (Association Tunisienne pour la Protection de la Nature et de l'Environnement) en partenariat avec l'ANGED

M. BELGACEM Walid, walidbelgacem@yahoo.fr

Obtention du label Eco-Ecole

TUNISIE

Appui technique et administratif pour la sensibilisation des établissements et la mise en œuvre du label éco école.

ATPNE (Association Tunisienne pour la Protection de la Nature et de l'Environnement)
M. BELGACEM Walid, walidbelgacem@yahoo.fr

CONSOMMATION RESPONSABLE

Les "Sentinelles"

FRANCE

Les "sentinelles" (de l'eau, de la biodiversité et de la consommation responsable) ou comment, sur une cité scolaire (aux dimensions d'une ville), peut on gérer des infrastructures publiques en limitant le gaspillage?

Sentinelles, Mme DE RIBEROLLES Marie

Professeure, mc2r13@gmail.com, 06 61 97 65 78

ZONES RURALES

Rural Development Support Program

ALGÉRIE

Rural Development Support Program : The overall objective of the technical assistance for this second phase is to reinforce the capacity of stakeholders at decentralized level in the design, implementation and monitoring and evaluation of the national Rural Development Program.

CMI – World Bank

Giulia Marchesini , gmarchesini@worldbank.org

Sensibilisation du changement climatique au milieu rural

MAURITANIE

Former des jeunes acteurs du changement climatique dans les zones surtout en milieu rural, organiser des conférences, des sessions de formations au profit de la jeunesse, faire des reboisements .

Présidence de la République Islamique de Mauritanie, M. BA Bocar, Attaché à la Présidence de la République, babocarba@gmail.com
+222 48 55 49 49

ECONOMIE D'ENERGIE DANS LES TRANSPORTS

Réseau d' Action en matière de Mobilité Urbaine Durable RAMUD

ESPAGNE, ITALIE, LIBAN, TUNISIE

Le projet RAMUD entend favoriser l'échange de bonnes pratiques dans le domaine des politiques de transports contribuant ainsi à réduire les émissions de gaz à effets de serre.

Angel López Rodríguez , alopezro@bcn.cat
http://www.enpicbmed.eu/documenti/29_153_20_111109191451.pdf

Programme "Transports Urbains Durables" du Centre pour l'Intégration en Méditerranée
<http://www.cmimarseille.org>

MAROC, TUNISIE, EGYPTE, LIBAN, JORDANIE

Depuis cinq ans, un important travail de renforcement des compétences des autorités nationales et locales sur le thème des transports urbains durables est engagé. Ce programme est piloté par l'AFD avec l'appui de CODATU.

Julien Allaire - CODATU : jallaire@codatu.org

Lise Breuil - Agence Française de Développement : breuil@afd.fr

Site web :

<http://beta.cmimarseille.org/page/sustainable-urban-transport>
Dominique ROJAT - Agence Française de [Développement](mailto:Developpementrojatd@afd.fr)

Sustainable Urban Mobility...what's your Plan? Mobilité Urbaine Soutenable...Quel est votre Plan?

MAROC, TUNISIE, EGYPTE, LIBAN, JORDANIE

Notre initiative vise à créer dans les pays en développement un contexte national et local favorable à l'élaboration et mise en place de SUMP (Sustainable Urban Mobility Plans, le PDU en France) dans l'objectif de quantifier l'impact sur les émissions de GES des politiques et mesures de mobilité urbaine soutenable. Les impacts environnementaux, mais aussi sociaux et économiques du plan devront être mesurables, reportables et vérifiables (méthode MRV) et un rapport régulier devra être assuré.

Lorenza TOMASONI, Chargée de mission scientifique et des projets en Méditerranée à CODATU ltomasoni@codatu.org

Julien Allaire, Délégué Générale de CODATU allaire@codatu.org

Itinéraires verts pour se rendre à l'école

ESPAGNE

Les chemins scolaires constituent une proposition pour favoriser un accès sûr aux écoles et pour faire des rues un environnement accueillant et didactique pour les enfants. Cette initiative incite les enfants à aller à l'école à pied et de façon autonome pour réduire le trafic autour des centres scolaires et ainsi reconnaître la rue comme un espace commun qui requiert un ordre et une réglementation, en promouvant une Co-responsabilisation dans son usage.

Diputación de Jaén, pedrocastillo@promojaen.es

Appui à la conception et à la mise en place d'un plan de transport urbain sur la commune de Jbayl et interurbain à l'échelle intercommunale de la casa de Jbayl

LIBAN

L'objectif fixé d'un commun accord sur ce projet est le transfert de savoir-faire au profit des élus et

techniciens de la commune de Jbayl et de l'intercommunalité, en vue de la mise en place par leurs propres soins de leur réseau de transport.

Charline Dufournet, INES

04 79 26 53 20, 06 67 15 14 10

charline.dufournet@ines-solaire.org

Étendre le réseau des transports collectifs propres et améliorer la qualité de vie des populations au Caire - Egypte

EGYPTE - FRANCE

Construction du réseau de métro du Caire et des projets pilotes d'organisation des transports collectifs de l'agglomération. L'objectif est de contribuer à la croissance économique par la réduction de la congestion urbaine et des temps de trajet, ainsi qu'à l'amélioration de la productivité du travail et des conditions de vie des habitants, en particulier ceux à faible revenus.

Contact Presse : Magali Mévellec, 01 53 44 40 31

mevellec@afd.fr

Tambaktis Tom CEFEB/ AFD, tambaktist@afd.fr

Rabat Tramway

MAROC

Construction de 2 lignes de tramways entre Rabat et Salé.

Anne-Cécile Auguin, European Investment Bank Communication Department, a.auguin@eib.org

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg, +352 4379 - 61000

infodesk@eib.org

Association Proxi-pousse

FRANCE

Tricycles électriques pour les déplacements.

M. D'Angelo robert, Vice-Président

proxipousse13@gmail.com, 06 98 60 89 94

Accompagner la municipalité pour un développement urbain durable et promouvoir une mobilité sobre en carbone

TURQUIE - FRANCE

Couverture du réseau de transports intégré : station multimodale de Yenikapi, métro, station de transport maritime permettant d'améliorer l'interconnectivité et la sobriété des impacts des transports.

Contact Presse, Magali Mévellec, 01 53 44 40 31

mevellec@afd.fr

Tambaktis Tom CEFEB/ AFD, tambaktist@afd.fr

Location de bicyclettes

TUNISIE

Vercyclette (Start Up tunisienne dans la mobilité)

M. WAEL SOLTANI Mohamed, Fondateur

soltani.mw@gmail.com

ENERGIES RENOUVELABLES

SHAAMS - Strategic Hubs for the Analysis and Acceleration of the Mediterranean Solar Sector

ESPAGNE, ITALIE, FRANCE, EGYPTE, LIBAN, JORDANIE, GRECE

Project aims at creating a Strategic Hub for the Analysis and Acceleration of the Solar Sector in Mediterranean region, promoting solar energy in the region. SHAAMS facilitates the take up of solar technologies by raising public awareness on energy efficiency through the transferability and implementation of good practices in legal, regulatory, economic, organizational issues and new financing mechanisms.

ASCAME Fearghus Roche : froche@ascame.org
jamerigo@ascame.org

SoMed!

MEDITERRANEE

Le projet SoMed! vise à faciliter la constitution d'un réseau d'information et d'échanges sur les énergies solaires en Méditerranée, l'accès aux informations récentes, fiables et concrètes sur le développement du photovoltaïque, du solaire thermique et du passif. Il vise à encourager la mise en œuvre de partenariats internationaux, à valoriser des complémentarités industrielles et scientifiques existantes, et à partager des retours d'expériences constructifs.

Charline Dufournet, INES
04 79 26 53 20, 06 67 15 14 10
charline.dufournet@ines-solaire.org

TRANSNATIONAL MED PROGRAMME

FRANCE

Making analysis on the State of the art of the renewable energy sector in the Mediterranean territories at general level (e.g. Projects ENERMED, ENERSCAPES and MEDDEA); by typology of renewable energy such as forest biomass (PROFORBIOMED) or solar energy (PV-NET, EMILIE) and by considering Mediterranean specificities such as maritime and coastal contexts (BLUENE and ENERCOAST).

TRANSNATIONAL MED PROGRAMME
M. GOMEZ Javier, Project Officer
jagomez@regionpaca.fr 07 87 95 44 30

MED Energy Award:

Appui au développement énergétique durable dans les villes de l'Afrique du Nord

MAROC, TUNISIE

Inspiré de l'European Energy Award® qui est adopté par plus de 1 200 communes européennes. Cela consiste à soutenir le recours aux énergies

renouvelables et la maîtrise de l'énergie à l'échelle des villes méditerranéenne - rive sud.

Cet accompagnement englobe un appui à la planification, à la mise en œuvre et au suivi de stratégies et d'actions énergétiques locales.

IDE-E : Institut pour le Développement, l'Environnement et l'Energie
Caroline Huwiler, Directrice cfh@ide-e.org

Coopérative des jeunes en Tunisie sur les énergies renouvelables

TUNISIE

Monter une coopérative des jeunes en Tunisie, se lancer dans les énergies renouvelables dans les cités universitaires dans un premier temps.

Réseau Alternatif des Jeunes - Tunisie
Mme CHIKHAOUI Khaoula, Etudiante
khaoula.chikhaoui@raj-tunisie.org,
+216 22 80 20 78

Optimisation de l'éclairage public d'un village palestinien couplé à deux centrales solaires

FRANCE, PALESTINE

Pour la réduction du coût financier de l'éclairage public : amélioration des lampadaires, création deux deux centrales solaires à Beit Sira, financement du projet par financement carbone des déplacements en Mairie de Montreuil.

<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/cncdext/dyn/public/atlas/detailProjet.html?criteres.prjld=12837>
Hervé GOUYET, Electriciens sans frontières
hervé.gouyet@edf.fr

Fabrication de luminaires et services d'éclairage

FRANCE

Recherche et développement de mobilier urbains. Fabrication de lampadaire solaires

Laurent saurel : laurent@lumi-in.fr; Vaute François
francois@lumi-in.fr, severine@lumi-in.fr

Etude d'alimentation en Energies Renouvelables (Eolien/Solaire) des unités de pompage et de traitement d'eau en Palestine

TERRITOIRES PALESTINIENS ET FRANCE

Etude d'alimentation en Energies Renouvelables (Eolien /Solaire) des unités de pompage et de traitement d'eau en Palestine. Ce projet vise à permettre un fonctionnement optimum des équipements hydroélectriques dans les Territoires Palestiniens (production, stockage et distribution d'eau potable, collecte et traitement des eaux usées et des boues résiduaires, réutilisation des eaux usées après traitement en agriculture).

Alain DUTEMPS - Responsable HAMAP-SUD-OUEST, alain.dutemps@gmail.com

Région Midi-Pyrénées- Monique BOITARD - Chef de service adjoint Relations Extérieures et Internationales monique.boitard@cr-mip.fr

Tafila wind farm

JORDANIE

Tafila wind farm is the first large-scale renewable energy facility to be installed by an independent power producer in Jordan.

Anne-Cécile Auguin, European Investment Bank Communication Department, 98-100, boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg

Email: a.auguin@eib.org

Tel: +352 4379 – 61000, infodesk@eib.org

GRADIENTS AMPHISOLAR PROJETS

FRANCE

Reconversion de friches salinières du pourtour méditerranéen en "bassins solaires": stockage naturel d'énergie, production de chaleur basse température, production d'électricité "verte" par pompe à chaleur et production d'eau douce, outils d'adaptation et de lutte contre les effets du changement climatique : érosion et submersion côtière, eutrophisation et pollution des zones lagunaires côtières, ...

GIS AMPHIBIA Groupement d'intérêt scientifique

M. PACITTO JEAN-LOUIS, Président

jlpacitto@gmail.com

Première station de production d'électricité photovoltaïque à concentration dans le gouvernorat de Kebili

FASEP, SOITEC, STEG, CEA

FINANCES

CO₂Solidaire

MEDITERRANNEE

La compensation carbone solidaire (www.info-compensation-carbone.com et www.CO2Solidaire.org)

Initié et porté par le GERES. Il tient le rôle de facilitateur pour 2 autres associations françaises : Initiative développement et Bleu-Blanc-Cœur. Ethique et transparence sont les valeurs fondatrices de notre programme qui donne la priorité aux actions de terrain.

GERES (Groupe Energies Renouvelables Environnement)

M. BETTIN Renaud, Responsable partenariats Solidarité climatique, r.bettin@geres.eu

Le fonds de dotation Synergie Solaire

EGYPTE, MALI, BENIN

Réalise des projets d'électrification solaire dans les pays qui n'ont pas un accès généralisé à l'électricité. Pour cela, il fédère les compétences et richesses de la filière française des Energies renouvelables et coopère avec des ONG et des communautés locales.

Hélène Demaegdt, Présidente de Synergie Solaire demaegdt@synergiesolaire.org

Chantale Monchietti Contact presse Applause - Chantal Monchietti contact@applause.fr
Solairedemaegdt@synergiesolaire.org

Accompagner les banques et les entreprises locales et favoriser un développement économique durable - Turquie

TURQUIE, FRANCE

Contact Presse Magali Mévellec

01 53 44 40 31, mevellec@afd.fr

Tambaktis Tom CEFEB/ AFD, tambaktist@afd.fr

1% Loi Oudin

FRANCE, TUNISIE, MAROC

Coopération décentralisée de la commune de La Seyne sur mer avec des pays du pourtour méditerranéen (Tunisie, Maroc...) dans des projets relatifs à la gestion de l'eau et des déchets : 1% Loi Oudin, 1% Loi Fabius juillet 2014 déchets...)

Marie de La Seyne sur Mer, M. Bouslama Imad

Attaché territorial coopération décentralisée
imad.bouslama@la-seyne.fr, 06 14 19 85 09

Décarbonation des investissements

FRANCE

La mesure de l'empreinte carbone d'un portefeuille actions d'un fonds de pension.

La décarbonation des investissements d'un fonds de pension.

ERAFP, Mme BUDET Enora

Chargée de communication

enora.budet@erafp.fr

Financement de microprojets en Tunisie

TUNISIE

A travers des prêts directs où le financement d'associations de micro-crédits (max 70 000 €).

Prêts WALILNI pour les micro-entrepreneurs (50 à 2 000€)

Banque Tunisienne de Solidarité - ENDA interarabe

FORMATION / INFORMATION

Programme de diplomatie multilatérale

SUISSE

Activités du Programme de diplomatie multilatérale de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

UNITAR

M. EL-HADDAD Rabih

Manager, Programme de diplomatie multilatérale
rabih.haddad@unitar.org, 07 95 42 92 81

Formation des enseignants

ALGERIE

Programme franco-algérien sur l'eco-citoyenneté des jeunes : formation des enseignants en éducation environnementale et mise en réseau des clubs verts ou CINE-DOC (club d'information, d'éducation et de documentation en milieu scolaire.) Association Etoile Culturelle d'Akbou

M. SALHI Mouloud , Président

msalhidz@gmail.com, 213770370880

Echange Ecole d'ingénieur de Monastir / Ambassade d'Italie à Tunis

TUNISIE, ITALIE

L'objectif du projet est de contribuer à la préparation des étudiants au marché du travail dans le secteur industriel sur les questions d'efficacité énergétique. Les étudiants du département énergétique de l'ENIM devront ainsi prouver leurs compétences professionnelles et théoriques lors de la soutenance de leur projet de fin d'étude en septembre 2015.

Ecole nationale d'ingénieurs de Monastir

info@so-med.org

Développer des formations professionnelles ciblées et créer des emplois "verts" au Maroc

MAROC, FRANCE

Développer des formations professionnelles ciblées et créer des emplois "verts" au Maroc par la formation de ressources humaines qualifiées dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, et de contribuer ainsi au développement de l'attractivité du Maroc. Ce projet inclut la création et la mise en réseau de trois instituts de formation aux métiers des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique - IFMERE.

Contact Presse, Magali Mévellec

01 53 44 40 31, mevellec@afd.fr

Tambaktis Tom CEFEB/ AFD tambaktist@afd.fr

Développer les « soft-skills »

MEDITERRANEE

La transition vers une économie à basse teneur en carbone et une société résiliente aux changements climatiques doit être accompagnée d'un changement d'approches politiques, sociétales, économiques et institutionnelles. Les expériences indiquent un besoin de guides du porteur de projet et d'un accompagnement pour la mise en œuvre de technologies innovantes et respectueuses du climat. Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI), à travers ses activités de dialogue, apporte une contribution importante au développement des « soft-skills », la montée en compétence des porteurs de projets et la mise en place d'un cadre institutionnel, législatif et réglementaire attractif pour les investisseurs.

CMI : Giulia Marchesini Info@cmimarseille.org

APSEY (Arab Program for Sustainable Energy Youth)

EGYPTE

Programme développé par le Centre Regional pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (RCREEE), basé au Caire, de développement des capacités chez les jeunes.

RCREEE - Regional Center for RE and EE

Mme IL IDRISSE Hind, Junior Policy Analyst

hind.ilidrissi@rcreee.org, +201 09 24 56 547

CLIMADAPT

TUNISIE

Le Master de recherche Tempus CLIMADAPT (Building CLIMate change ADAPTation capacity in Morocco, Algeria and Tunisia), concerne un réseau d'une douzaine d'universités maghrébines et européennes.

Faculté des Sciences / Université de Gabès - Tunis

M. MONTACER Mabrouk, Professeur des universités / Responsable de Master

montamab@yahoo.fr, +216 98 65 69 68

Formation Efficacité énergétique

FRANCE

Projet AFD/MEDENER/ADEME de Formation à l'efficacité énergétique en Méditerranée

AFD/CEFEB

Mme MENSAH Marianne, Chef de Projet

mensahm@afd.fr, 06 14 08 51 58

Universités vertes

FRANCE

Réseau d'universités vertes

Aix-Marseille Université

Mme DAVIET Sylvie, Professeur, VP Relations Internationales

sylvie.daviet@univ-amu.fr, 06 33 31 30 18

Formations sur la qualité de l'air

FRANCE

Le GRAINE et le CRES PACA ont mis en place des formations ouvertes à tous sur la qualité de l'air intérieur, la qualité de l'air extérieur et la qualité de l'eau.

GRAINE PACA, M. Teulier Mathieu, Chargé de projets EEDD
mathieuteulier@grainepaca.org

YES ! Jeunes E-citoyens pour un littoral européen durable

PAYS EUROPEENS EN MEDITERRANEE

Visé à soutenir le développement de la citoyenneté active des jeunes européens à partir d'un sujet très concret et mobilisateur : le devenir des zones littorales européennes dans le contexte des changements climatiques.

APARE, accueil@apare-cme.eu

Jumelages nord/sud de lycées techniques spécialisés en énergies renouvelables marines

FRANCE

En partenariat avec des entreprises méditerranéennes pour favoriser l'insertion professionnelle et les transferts de technologies.

Institut du Droit de la Paix et du Développement
M. GUIGLION François, Etudiant

Guide des négociations

FRANCE

Guide des négociations. Formation sur les CPDN. ENERGIES 2050

M. DE LABOULAYE Guillaume, Chargé de mission énergie, bâtiments et territoire
guillaume.delaboulaye@energies2050.org
07 82 27 36 90

CliMates

FRANCE

Programme Cop in my city Afrique. Permet à des jeunes, à travers de la formation sur les enjeux climatiques, de réaliser des actions concrètes sur leurs territoires.

CliMates

Mme RALITERA Jay, Coordinatrice regional COP in my City, jay.ralitera@climates.fr, 06 71 47 36 85

COY11

FRANCE

COP21 des Jeunes.

Conseil économique, social et environnemental France

M. MANENTI Pierre, Assistant du Conseiller diplomatique, pierre.manenti@lecese.fr
06 72 93 51 68

Outil pédagogique sur le changement climatique

FRANCE

Création d'un outil pédagogique sur le changement climatique

Association Bokra Sawa, Mme PACHOT Catherine,

Chef de projet, infos@bokrasawa.org,
06 86 85 41 13

Beirut Energy Forum

FRANCE

Beirut Energy Forum

GL events exhibitions ENR

M. BUCHOU Pierre, Responsable Développement
pierre.buchou@gl-events.com 06 66 35 49 32

Forum mauritanien du Climat et du Développement Durable

MAURITANIE

La RIM Youth Climate Movement initiatrice de ce forum, veut « Passer du déclaratif à l'actif, du discours à l'action » : c'est là tout l'enjeu de ce forum : s'intéresser au concret. L'objectif global étant donc de créer un cadre de réflexion et d'actions à même de valoriser les expériences concrètes et réussies, de les diffuser, de les appliquer à d'autres contextes et enfin de les généraliser. C'est autour de cette ambition que veut se construire ce forum multi-acteurs.

Moussa Elimane Sall,

Responsable Cooperation au CICR - Coordinateur National de La RIM Youth Climate Movement
Legal, Admin & Policy Regional Team Leader of the MENA Youth Climate Movement -
mesallgret@gmail.com

Un nichoir intelligent

FRANCE

Des innovations techniques et pédagogiques autour de l'agriculture durable à l'échelle individuelle d'un potager tel un nichoir électronique connecté. Ce nichoir permettrait de

corréliser des activités d'oiseaux avec des paramètres physicochimiques du milieu (température, humidité, qualité de l'air). Science coopérative qui associe le public scolaire au travail de données de recherche sur le développement durable.

Centre International de Valbonne

M, DARGENT Olivier - Enseignant de Sciences
olivier.dargent@free.fr, 06 09 78 04 06

Projet d'Agence de Presse associative

TUNISIE

Lancé en Février 2015 et rassemble 500 associations.

SFAX Agence de presse associative
Campagne de sensibilisation et lobbying
SOSSOU Efoe, Coordinateur projet
s.serged@hotmail.com

Atelier ville durable de Meknes

MAROC

20 ateliers ont contribué à l'émergence d'initiatives associant les acteurs locaux.

Maison de l'Environnement ATLAS-SAIÏS (ME-AS)
Les Ateliers Ville Durable de Meknès (MAROC)
M. EL JAAFARI Samir, Chargé de projet
s.eljaafari@gmail.com

Renforcer la résilience de la société civile à travers la création de communautés de pratiques et l'échange de bonnes pratiques

MEDITERRANEE

La mise en œuvre sur le terrain de programmes de résilience nécessite une forte mobilisation des acteurs.

Le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI) contribue au renforcement de la résilience de la société civile à travers des actions de communication et de partage de connaissances.

CMI : Giulia Marchesini Info@cmimarseille.org

Caravane pour la formation des étudiants

MAROC

ADAL Mounir mouniradal@gmail.com